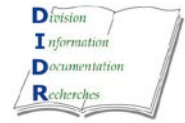


21 septembre 2016



La situation des minorités sexuelles et de genre

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Cadre juridique	3
1.1. La criminalisation des actes homosexuels	3
1.2. Harcèlement policier	4
2. Attitude de la société sri-lankaise à l'égard des personnes LGBTIQ	5
2.1. L'opprobre social	5
2.2. Différences de traitement selon l'origine socio-économique, culturelle et géographique	6
2.3. Les pressions et les violences familiales subies par les personnes LGBTIQ	6
2.4. Abus, discriminations et atteintes aux droits sociaux-économiques	6
2.5. Les formes de violences affectant particulièrement les femmes LBT	7
3. Spécificités relatives à la situation des personnes transgenres et intersexuées	8
3.1. Attitude de la société à l'égard des personnes transgenres	8
3.2. La question de l'identité de genre	9
4. Associations et services de soutien	10
5. Protection et attitude des autorités	11
Bibliographie	13

Résumé : Criminalisation, discriminations et violences subies par les minorités sexuelles et de genre au Sri Lanka. Attitude des autorités et rôle des organisations de défense LGBT.

Abstract: Legal and societal violence perpetrated against sexual and gender minorities in Sri Lanka. Role of public authorities and LGBT support groups.

Nota : Les termes qualifiant les minorités sexuelles et de genre dans cette note sont ceux utilisés dans chacun des documents correspondants référencés en notes de bas de page, à savoir LGBTIQ (lesbien, gay, transgenre, intersexué, queer), LGBTI, LGBT ou LBT.

1. Cadre juridique

1.1. La criminalisation des actes homosexuels

Les actes homosexuels sont illégaux à Sri Lanka¹. L'article 365 du code pénal sri-lankais criminalise : « *les relations charnelles contre-nature*² » et prévoit une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans³.

Par ailleurs, l'article 365A du Code pénal interdit : « *les actes privés ou publics de grossière indécence*⁴ » entre deux personnes passibles d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement maximale de deux ans⁵. Selon l'Association Internationale des lesbiennes, des gays, des personnes bisexuelles, trans et intersexuelles (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex- ILGA), l'article 365 viserait uniquement les hommes, alors que l'article 365A viserait les hommes et les femmes⁶. Le rapport publié en 2011 par *Women Support Group* (WSG), une ONG sri-lankaise qui milite pour la défense des lesbiennes, des bisexuelles et des personnes transgenres, affirme que l'article 365A a été modifié en 1995 précisément afin de criminaliser les activités sexuelles entre les femmes⁷.

Héritée de la législation coloniale britannique, l'ordonnance sur le vagabondage de 1842⁸ autorise les autorités publiques à arrêter et détenir les personnes d'apparence ou d'attitude « indécente » dans l'espace public⁹. Les forces de police disposent du pouvoir d'interprétation du champ d'application de la loi¹⁰. Dans les faits, cette disposition législative serait régulièrement utilisée pour détenir les individus dont l'apparence physique est estimée non conforme à leur identité sexuelle, y compris des femmes lesbiennes, des personnes transgenres et de nombreux membres de la communauté *nachchi* (le terme singhalais "nachchi" est employé par la communauté éponyme pour décrire une identité de genre : les *nachchi* présentent une apparence physique masculine tout en revendiquant une subjectivité féminine, ainsi qu'un ardent désir physique envers les hommes. Ils sont attachés à préserver leurs caractéristiques physiques masculines)¹¹. L'ordonnance sur le vagabondage est particulièrement invoquée

¹ CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, *State Sponsored Homophobia : A World Survey of Laws Criminalising Same-Sex Sexual Acts between Consenting Adults*, International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), 05/2015; US, Department of State, *Sri Lanka: Country Reports on Human Rights Practices for 2011*, 24/05/2012.

² Trad. DIDR [anglais] de: « *carnal intercourse against the order of nature* ». Sri Lanka, *Penal Code*, art. 365, 1885.

³ Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), *Annual Report, 2011-2012*.

⁴ Trad. DIDR [anglais] de: « *public and private acts of gross indecency* ». Sri Lanka, *Penal Code*, *op. cit.*

⁵ *Ibid.*

⁶ CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, *op. cit.*

⁷ Women Support Group (WSG), *The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women*, 01/2011, p.2.

⁸ Vagrancy Ordinance or Vagrancy Act, section 3 (1) (b) specifies that « *every common prostitute wandering in the public street or highway or in any place of public resort and behaving in a riotous manner or indecent manner... shall be deemed an idle and disorderly person and shall be liable upon first conviction to be imprisoned with or without hard labour of any term not exceeding 14 days or to a fine* ».

⁹ Trad. DIDR [anglais] de: « *Sri Lanka's vagrancy Ordinance of 1842 continues to give authorities the power to detain people whom they consider to be loitering in public* ». Women's Support Group, *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka chapter*, 05/06/2014, p. 32.

¹⁰ UK Home Office, *Country Information and Guidance. Sri Lanka : Sexual Orientation and Gender Identity*, 09/2015, p. 13.

¹¹ Le terme singhalais "nachchi" est employé par la communauté éponyme pour décrire une identité de genre : les *nachchi* présentent une apparence physique masculine tout en revendiquant une subjectivité féminine, ainsi qu'un ardent désir physique envers les hommes. Ils sont attachés à préserver leurs caractéristiques physiques masculines. WSG, *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka : Not Gonna Take It Lying Down*, 05/06/2014, p. 32.

par les services de police pour cibler les personnes transgenres issues de milieux socio-économiques les plus modestes¹².

L'article 399 du Code pénal sri-lankais relatif à l'usurpation d'identité (« *cheating the public by impersonation* ») est également invoqué par les forces de l'ordre pour arrêter et détenir les personnes transgenres, homosexuelles et lesbiennes dont l'apparence physique est estimée non-conforme à l'identité sexuelle biologique. Plusieurs personnes lesbiennes et transgenres ont été poursuivies devant les tribunaux au titre de l'article 399 pour s'être « déguisées en homme »¹³. Diverses sources mentionnent que les dispositions pénales criminalisant les relations entre personnes de même sexe sont rarement mises en application¹⁴. Le rapport 2015 du département d'Etat américain précise ainsi que les dispositions pénales ne donnent que très rarement lieu à des poursuites. Ces dispositions pénales n'auraient jusqu'alors donné lieu à aucune condamnation¹⁵.

1.2. Harcèlement policier

Le WSG signale néanmoins que des plaintes invoquant l'article 365A sont reçues par les services de police et que la criminalisation de l'homosexualité « *ouvre la voie pour que la police et les groupes homophobes traitent de « perverses » et criminelles toutes les personnes lesbiennes, bisexuelles ou transgenres*¹⁶ ». Selon le WSG : « *L'ordonnance sur le vagabondage a été utilisée pour détenir injustement des personnes transgenres et [...] des membres des minorités sexuelles parce qu'ils ont une apparence différente*¹⁷ ».

Les organisations de défense des droits humains citées par le rapport du département d'Etat des Etats-Unis notent une accentuation de la répression policière à l'égard des minorités sexuelles et de genre : le harcèlement, les agressions physiques, l'échange de faveurs sexuelles et le paiement de commissions seraient des pratiques courantes des forces de police¹⁸. 13 des 33 personnes interrogées par le WSG -pour l'élaboration de son rapport de 2014- affirment avoir été victimes de violences physiques et sexuelles de la part des services de police qui ont invoqué l'ordonnance sur le vagabondage pour les détenir et les arrêter¹⁹.

La criminalisation des actes homosexuels peut mener « au harcèlement » de personnes LGBT par les policiers²⁰. Plusieurs rapports attestent de pratiques récurrentes des forces de police²¹ : de nombreux cas d'agressions physiques, de harcèlement, de détention et

¹² *Ibid.*

¹³ International Gay Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC), *Violence Against Lesbians, Bisexuals Women and Transgender Persons in Sri Lanka: a Shadow Report*, 2014.

¹⁴ Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law, Heartland Alliance, *Human Rights Violations Against Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) People in Sri Lanka : A Shadow Report*, submitted for consideration at the 110th session of the Human Rights Committee, Genève, 03/2014 ; UNHCR, *UNHCR Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Sri-Lanka*, HCR/EG/LKA/1204, p. 35, A.8, 21/12/2012 ; US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 2015 : Sri Lanka. Section 6 – Acts of Violence, Discrimination, and Other Abuses Based on Sexual orientation and Gender Identity*, 27/02/2015.

¹⁵ WSG, 2011, *op. cit.*; CHRI, 2012, *op. cit.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ WSG, 2011, *op. cit.*

¹⁸ US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 2015: Sri Lanka. Section 6 – Acts of Violence, Discrimination, and Other Abuses Based on Sexual orientation and Gender Identity*, 27/02/2015; Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, *op. cit.*

¹⁹ WSG, 2014, *op. cit.*

²⁰ CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, 05/2011, *op. cit.*; IGLHRC, 2014., *op. cit.*

²¹ *Ibid.*

de violences de la part des forces de la police²² ont ainsi été rapportés par les ONG et les rapports d'organisations internationales de défense des droits de l'Homme²³. Les descentes de police sur les lieux de dragage des personnes LGBT sont courantes et les poursuites abandonnées en échange de pots-de-vin ou de faveurs sexuelles²⁴.

D'après la communication adressée par Rosanna Flamer-Caldera, fondatrice et directrice exécutive d'Equal Ground, groupe de défense et de soutien pour la communauté LGBT à Sri Lanka, au CISR:

« L'existence d'un code pénal criminalisant les relations entre partenaires de même sexe permet à la police [...] de continuer de harceler et de marginaliser la communauté LGBTIQ en toute impunité. Des personnes LGBT sont fréquemment arrêtées, parfois simplement pour avoir marché dans la rue, et font l'objet de chantage, d'extorsions, de violences physiques et psychologiques, de viols, etc. Les LGBTIQ ne signalent pas les crimes commis contre eux parce qu'ils sont davantage marginalisés et maltraités lorsque les policiers apprennent leur identité sexuelle²⁵ ».

2. Attitude de la société sri-lankaise à l'égard des personnes LGBTIQ

2.1. L'opprobre social

Compte-tenu du rejet de l'homosexualité au sein de la société sri-lankaise, de nombreuses personnes préfèrent dissimuler leur orientation sexuelle²⁶. L'homophobie serait « très répandue²⁷ » au sein de la société sri-lankaise²⁸. Les personnes LGBTIQ, quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse, se heurtent à une attitude particulièrement marquée de rejet et de désapprobation²⁹. En outre, la communauté LGBTIQ se voit de plus en plus victime des menaces et des violences commises par des militants nationalistes bouddhistes à son encontre, qui y voient « une valeur occidentale dégradant la culture sri-lankaise, la moralité et les valeurs familiales³⁰ ».

D'après la note du CISR citant Rosanna Flamer-Caldera « en raison des efforts des organisations comme la sienne, les personnes LGBT ont maintenu une plus grande visibilité à Sri Lanka, ce qui a donné lieu à une plus grande acceptation, mais aussi est allé de pair avec une augmentation de l'homophobie³¹ ».

²² Une vidéo attestant de sérieuses maltraitances physiques commises par les forces de police sur des hommes gays et transgenres placés en détention dans la ville de Galle, a été publiée sur le site de l'ILGA: *Two new videos on persecution in South Asia. Codified homophobia in Sri Lanka and its oppressive side-effects*, 18/01/2012. Voir aussi: US Department of State, 2012, *op. cit.*

²³ UNHCR, *op. cit.*, p. 35, A.8.

²⁴ NICHOLS Andrea, "Dance Ponnya Dance! Police Abuses Against Transgender Sex Workers in Sri Lanka", *Feminist Criminology*, avril 2010, vol.5, n°2-195, dans IGLHRC, 2014.

²⁵ Commission de l'Immigration et du Statut de Réfugié du Canada (CISR), *Information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles, y compris les lois, la protection offerte par l'Etat et les services de soutien*, 13/01/2012.

²⁶ *Ibid.*; SARWAR Beena, « Queer life undercover in South Asia », *The Boston Globe*, 31/07/2016.

²⁷ *Gay Times*, "Coming out is never easy. But in Sri Lanka and much of surrounding South Asia it's dangerous", 31/12/2015.

²⁸ KARUNANAYAKE Dinidu, "Sri Lanka Homophobia and Our Silence", Colombo Telegraph, 09/01/2016.

²⁹ Communication de la directrice exécutive d'Equal Ground Rosanna Flamer-Caldera du 13 décembre 2011 dans CISR, *op. cit.*

³⁰ Trad. DIDR [anglais] de: « Homosexuality is a western value which erodes Sri Lankan culture, morals and family values ». CISR, *op. cit.*

³¹ *Ibid.*

2.2. Différences de traitement selon l'origine socio-économique, culturelle et géographique

Les différences de traitement des personnes LGBT dépendent en partie de leur origine sociale et de leur statut économique. La marginalisation et la discrimination des personnes affectent particulièrement les personnes LGBT issues des milieux les plus modestes³².

Les personnes LGBT vivant en milieu urbain - et particulièrement à Colombo - sont les plus privilégiées, ayant accès à des services de soutien et d'information et étant susceptibles de rencontrer d'autres personnes LGBT. Les moins privilégiés sont originaires des zones rurales, où ils n'ont accès à aucune forme de service de soutien ni de connaissances sur l'éducation à la santé et à la sexualité³³.

2.3. Les pressions et les violences familiales subies par les personnes LGBTIQ

Les personnes LGBTIQ dont l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont connues s'exposent à différentes formes de violence psychologiques, verbales ou physiques, le plus souvent exercées par des membres de leur famille ou par des proches³⁴. Selon l'*International Gay and Lesbian Human Rights Commission*, les violences domestiques comprennent : les menaces, l'isolement d'avec les pairs, les thérapies religieuses ou psychologiques « curatrices »³⁵, les violences physiques ainsi que des cas de mariages forcés et de violences sexuelles³⁶.

2.4. Abus, discriminations et atteintes aux droits sociaux-économiques

D'après une note du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme préparé par une trentaine d'organisations de la société civile sri-lankaise : « *les membres de la communauté LGBT n'ont pas accès au service de santé, à l'éducation et à l'emploi et ne peuvent pas participer à la vie sociale et publique*³⁷ ». Selon la directrice exécutive d'Equal Ground, les personnes LGBT : « *perdent leur emploi, sont évincées de leur domicile, et ont des difficultés à avoir accès aux soins de santé, au logement, à l'éducation et à la justice*³⁸ ».

Le stigmatisme social associé à l'homosexualité prévaut également dans le domaine de l'éducation où le harcèlement et le bizutage s'exercent particulièrement à l'encontre d'élèves ou d'étudiants ayant révélé ou étant soupçonnés de cacher leur véritable orientation sexuelle. Il est de fait arrivé que des institutions scolaires aient renvoyé des élèves LGBTIQ ou qu'ils se soient vus refuser leur admission au sein de l'établissement scolaire ou universitaire en raison de leur orientation sexuelle et de genre³⁹.

³² Rosanna Flamer-Caldera, 13/12/2011 dans CISR, 13/01/2012, *op. cit.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Daily News*, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ IGLHRC, *Violence Against Lesbians, Bisexual Women and Transgender Persons in Sri-Lanka: a Shadow Report*, 2014, p.5.

³⁷ Nations unies, Conseil des Droits de l'Homme (CDH), Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Summary prepared by the Office of the High Commissioner for Human Rights, in Accordance with paragraph 15, C, of the Annex to Human Rights Council Resolution 5/1 : Sri Lanka (A/HRC/8/46) 05/06/2008.*

³⁸ IRB, 2011, *op. cit.*; UK Home Office, *op. cit.*

³⁹ *Daily News*, art. cit.

Il n'existe pas de dispositions légales connues visant à protéger les personnes LGBTIQ des discriminations dont elles font l'objet sur le lieu de travail. De nombreux cas de discriminations et de harcèlement exercés par leurs employeurs ont été ainsi rapportés⁴⁰. Lorsque l'identité sexuelle des personnes LGBTIQ est connue de leurs employeurs, de nombreuses études ont révélé des pratiques consistant à priver les personnes LGBTIQ de leurs droits à l'évolution professionnelle, à mener des chantages visant à obtenir des faveurs sexuelles ou leur démission, à menacer de révéler publiquement leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou des informations relatives à leur vie privée⁴¹. Certains individus privilégient l'auto-emploi pour se soustraire à ces discriminations⁴².

Le rapport du WSG publié en 2011 affirme que les personnes LGBT peuvent également se voir refuser l'accès aux soins de santé ou voir leurs besoins particuliers ignorés des professionnels de la santé. Le WSG indique également que certaines personnes lesbiennes, bisexuelles et transgenres ont fait l'objet de mauvais traitements et d'exploitation de la part des professionnels de santé qui auraient profité du fait que les actes homosexuels soient criminalisés⁴³. Le corps médical et les services de santé ont notamment été accusés par des patients LGBTIQ de pratiquer des examens forcés et injustifiés des parties génitales et anales, de poser des questions insultantes sur leurs pratiques sexuelles et leur identité de genre⁴⁴. Ce même rapport de WSG précise également que les personnes transgenres demeurent l'une des catégories de la population les plus exposées à un risque d'infection au VIH⁴⁵. D'après les informations du quotidien *Daily News*, la criminalisation de l'homosexualité dissuade les personnes LGBTIQ de recourir aux services de santé par crainte de devoir révéler leurs pratiques sexuelles, une situation qui nuit à la prévention des infections de type HIV et explique en partie la forte prévalence des maladies sexuellement transmissibles au sein de la communauté homosexuelle et transgenre sri-lankaise.

Les pressions et violences psychologiques concourent à ce que les sentiments de vulnérabilité, d'humiliation et d'isolement touchent particulièrement les personnes LGBTIQ. Dans le rapport publié en 2014 par le WSG, 11 des 33 personnes interrogées affirment avoir tenté de se suicider⁴⁶. Ledit rapport évoque plusieurs cas de suicide de couples et de personnes LGBTIQ rapportés par les médias locaux et nationaux⁴⁷.

2.5. Les formes de violences affectant particulièrement les femmes LBT

Les femmes LBT⁴⁸ sont particulièrement touchées par les formes de violences sexistes, homophobes et transphobes⁴⁹. Les violences verbales, psychologiques et physiques s'exercent particulièrement au sein du foyer familial où sont inculquées les normes culturelles et sociales exigeant la conformité aux rôles féminins traditionnels. Les pratiques consistant à punir les LBT et les contraindre à se conformer aux normes de

⁴⁰ *Ibid*; Outright, 2014.

⁴¹ *Ibid.*; *Daily News*, art. cit.

⁴² Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, *op. cit.*, p. 8.

⁴³ WSG, 2011, *op. cit.*

⁴⁴ *Ibid.*; *Daily News*, art. cit.

⁴⁵ *Ibid.*; INGASS Report Sri Lanka (2008/2009) United Nations General Assembly Special Session on HIV/AIDS Country Progress Report Sri Lanka, janvier 2008-décembre 2009.

⁴⁶ WSG, 2014, *op. cit.*, p. 8.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ L'acronyme LBT est employé pour désigner les femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres.

⁴⁹ *Ibid.*

genre sont des pratiques courantes au sein du cercle familial⁵⁰. De nombreux cas de mariages forcés ont été répertoriés par les ONG locales de défense des droits LGBT⁵¹.

Le rapport présenté en 2014 par *International Gay Lesbian Human Rights Commission* (IGLHRC) au Comité des Droits de l'Homme revient sur la spécificité des discriminations dont sont victimes les femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres dans la sphère publique et privée. De nombreuses personnes LBT rapportent avoir été arrêtées et détenues en vertu des dispositions du Code pénal relatives au « vagabondage » et à la « tromperie du public » en raison d'une apparence physique jugée « masculine » et estimée non-conforme à leur identité de genre⁵².

IGLHRC souligne qu'en l'absence de dispositions antidiscriminatoires relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, la Constitution sri-lankaise place les personnes LBT dans un vide juridique déniait leurs droits économiques et sociaux et toute protection juridique effective. Le manque d'indépendance des pouvoirs judiciaires, le contexte post-conflit et la situation des droits humains à Sri Lanka affectent particulièrement les personnes LBT qui éprouvent des difficultés à plaider pour leurs droits⁵³.

3. Spécificités relatives à la situation des personnes transgenres et intersexuées

3.1. Attitude de la société à l'égard des personnes transgenres

Le manque de protections légales et de recours juridiques disponibles contre les discriminations susmentionnées affectent également les personnes transgenres et intersexuées à Sri Lanka. Le fait que peu de cas soient rapportés dans les sources publiques disponibles ne préjuge pas de l'absence de risque grave⁵⁴. L'essentiel des informations disponibles s'intéresse à la situation des personnes transgenres engagées dans le travail sexuel⁵⁵.

Selon Unnathi Samaraweera, chercheuse associée au département de sociologie de l'Université de Colombo, les personnes transgenres constituent une minorité sexuelle invisible au sein d'un modèle social hétéro-normatif qui n'offre aucune forme de soutien légal, social ou culturel⁵⁶. La revendication d'une identité de genre estimée non conforme aux normes sociales et culturelles sri-lankaises marginalise les personnes transgenres. Ces individus sont exposés à des risques de violences physiques et psychologiques dans leur vie quotidienne. La représentation sociale de leur communauté dans l'opinion

⁵⁰ IGLHRC, *op. cit.*

⁵¹ Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, *op. cit.*, p. 11.

⁵² *OutRight*, « Sri Lanka Government Says LGBT Rights are Constitutionally Protected », 20/10/2014; WSG, 2014, *op. cit.*, p.17.

⁵³ WSG, 2014, *op. cit.*

⁵⁴ Trad. DIDR [anglais] de: "Although no specific information on the situation on intersex persons in Sri Lanka has been found, and the availability of precise and specific information on the treatment of transgender persons is limited, the reported absence of legal safeguards against discrimination based on sex orientation or gender identity also affects intersex and transgender persons. The absence of precise and specific information or reported incidents relating to the treatment of these persons should not be understood as indicating an absence of risk of serious harm." COC Nederland and Vrije Universiteit Amsterdam, *Fleeing Homophobia, Asylum Claims Related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe*, 09/2011.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ SAMARAWEERA H.U.S., *Unseen Lives – Making Transgender Identities Visible: Dominant Social Perceptions of the Transgender Community in Urban Sri Lanka*, Department of Sociology, University of Colombo, 2015.

publique est largement négative⁵⁷. Contrairement à l'Inde⁵⁸, il ne semble pas exister de communauté transgenre organisée à Sri Lanka⁵⁹.

En raison de leur manière de se vêtir, les personnes transgenres sont particulièrement visées par les forces de police ayant recours à l'article 399 relatif à l'usurpation d'identité et à l'ordonnance sur le vagabondage pour les arrêter et les détenir, souvent, au nom de la répression du travail sexuel⁶⁰. Dans les faits, l'ordonnance sur le vagabondage est utilisée pour harceler et poursuivre les travailleurs sexuels qui sont régulièrement la cible d'abus et de violences lors de leur détention. Les personnes transgenres issues des milieux les plus modestes sont particulièrement exposées aux violences policières⁶¹.

3.2. La question de l'identité de genre

L'identité transgenre à Sri Lanka emprunte à différents référentiels, tant masculins que féminins : ils peuvent se définir comme des *nachchis*⁶² ou *pons*, hommes, femmes, transsexuels ou transgenres. Les *nachchis* revendiquent leur virilité biologique. La construction de l'identité *nachchi* emprunte largement aux caractères masculins : ils conservent généralement leurs organes génitaux de naissance. Les *nachchis* revendiquent une émancipation sexuelle particulière libérée des contraintes associées à la condition féminine à Sri Lanka⁶³. Beaucoup d'entre eux sont des travailleurs sexuels. La répression du travail sexuel et le stigmate associé à l'homosexualité font des *nachchis* des cibles des forces de l'ordre⁶⁴.

La non-concordance entre l'apparence physique et le sexe indiqué sur les documents d'identité des personnes transgenres les empêche d'obtenir la reconnaissance légale de leurs droits. Les démarches administratives les plus communes se heurtent à de nombreuses difficultés marquées par l'humiliation et les discriminations⁶⁵.

Il n'existe pas de reconnaissance officielle de statut de « troisième genre » à Sri Lanka. La plupart des transgenres interrogés se sont déclarés sceptiques ou opposés à la reconnaissance d'un statut de troisième genre à Sri Lanka, de crainte de s'exposer à des discriminations supplémentaires, préférant adopter légalement l'identité masculine ou féminine⁶⁶.

Les procédures relatives au changement de sexe sont coûteuses et difficiles. Le processus de modification de l'état civil se heurte souvent à la réticence des autorités administratives. Le changement d'état civil ne peut avoir lieu qu'après une chirurgie de réassignation sexuelle⁶⁷. Ces opérations sont souvent réalisées dans des conditions sanitaires précaires⁶⁸.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Contrairement aux communautés transgenres *hijras* ou *kothis* en Inde.

⁵⁹ PULLAT Urmilla, *Transgendered in Sri Lanka : Gender Identity and the Law in Sri Lanka and India*, University of Oxford, *grassrooted Trust and DAST*, 12/2012.

⁶⁰ UK Home Office, *op. cit.*

⁶¹ NICHOLS A., "Dance, Ponnaya Dance! Police Abuses Against Transgender Sex Workers in Sri Lanka", *Feminist Criminology* April 2010, Volume 5, No.2, 04/2010 dans WSG, 2014, p. 32.

⁶² Voir définition paragraphe 1.1.

⁶³ *Gender and Globalisation* (blog), "Transgender and Sex Workers, Rethinking the Slave Rhetoric", 05/12/2013.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ PULLAT Urmilla, 12/2012, *op. cit.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

4. Associations et services de soutien

Parmi les groupes et organisations de soutien aux personnes LGBTIQ existant à Sri Lanka :

- *Companions on a Journey*, l'une des organisations pionnières de défense des homosexuels, a fermé en 2011 à la suite de campagnes calomnieuses dans les médias et de l'intimidation des services de police⁶⁹.

- *Women's Support Group*, formé en 1999, est une association de défense des droits des femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres. Elle assure la liaison avec d'autres groupes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne⁷⁰.

- *Equal Ground*, fondée en 2004 par Rosanna Flamer-Caldera, est la première organisation destinée à l'ensemble des minorités sexuelles et de genre. Cette organisation située à Colombo organise des événements communautaires, gère un centre de ressources et offre un service d'assistance téléphonique⁷¹.

- Le groupe *Diversity and Solidarity Trust* (DAST) n'existe plus depuis août 2013. Ce service offrait un système de soutien aux personnes transgenres souhaitant accéder à une chirurgie de réattribution sexuelle. D'après l'ILGA : « en raison des menaces possibles de la part des autorités chargées de l'application de la loi, ce service demeurait hautement confidentiel⁷² ».

Le rapport du think-tank américain proche du Département d'Etat des Etats-Unis *Council for Global Equality* publié en 2011 indique que le travail des militants de la cause LGBT est soumis « à des pressions, au harcèlement, et à des agressions des services de police⁷³ ». Le rapport 2015 du Département d'Etat américain rapporte que l'un des groupes de soutien a indiqué subir un contrôle étroit des forces de sécurité⁷⁴.

Selon la directrice d'Equal Ground, ces organisations ne reçoivent pas d'aide financière, directe ou indirecte, de la part de l'Etat⁷⁵. Certaines ONG travaillant sur des problèmes relatifs aux LGBT ne sont pas enregistrées auprès du gouvernement⁷⁶, ou disposent d'une raison sociale de façade, de crainte de subir le harcèlement des autorités et de compromettre la confidentialité et la protection accordée aux personnes accueillies dans leurs locaux.

Des événements communautaires sont organisés tout au long de l'année⁷⁷. Des célébrations communautaires ont lieu chaque année. Toutefois l'ILGA souligne que ces événements sont organisés sans défilés ni manifestations, précisant qu'un événement public consiste notamment à « faire voler des cerfs-volants aux couleurs de l'arc-en-ciel

⁶⁹ UNHCR, *op. cit.*, p. 35, A.8.

⁷⁰ CISR, *op. cit.*

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*; Trad. DIDR [anglais] de : "The initiated SRS Support system operates in a highly confidential routine due to the possible threats from law enforcement authorities." De VALENZA Alessia, *Sex Reassignment Support System Sri Lanka*, ILGA, 12/09/2013.

⁷³ The Council for Global Equality. *Sexual orientation and Gender Identity References 2011*, US Department of State, Human Rights Reports for 2011, p. 81; VASHIST Indu, "Flying with One WING: LGBT Rights in Sri Lanka", *2B Magazine*, 21/09/2011.

⁷⁴ US Department of State, *op. cit.*

⁷⁵ FLAMER-CALDERA Rosanna 13/12/2011 dans CISR, *op. cit.*

⁷⁶ US Department of State, *Sri Lanka; Country Reports on Human Rights Practices for 2010*, 08/04/2011.

⁷⁷ *Ibid.*

dans un parc⁷⁸ ». Si les événements communautaires sont généralement pacifiques, certains incidents ont dû être désamorcés, aucune protection policière n'aurait été disponible, si elle avait été nécessaire⁷⁹.

5. Protection et attitude des autorités

Le WSG tout comme le département d'Etat des Etats-Unis soulignent l'absence de protection et de recours juridiques disponibles pour la communauté LGBT⁸⁰. Ces deux sources indiquent que les crimes commis contre les membres de la communauté LGBT sont peu signalés. Leurs rapports précisent que les personnes LGBT omettent très souvent de déclarer les crimes et discriminations dont elles sont victimes, car elles craignent d'être davantage maltraitées par les services de police⁸¹.

En raison du très faible nombre de plaintes déposées par les personnes LGBTIQ, peu d'affaires sont portées à la connaissance de la justice. Quelques cas rapportés ont pu aboutir positivement malgré une législation peu protectrice. Ainsi, en mars 2015, puis, à deux reprises, en janvier 2016, une femme transgenre a déposé plainte auprès de la Commission nationale des droits de l'homme après que sa demande de modification d'état civil a été rejetée par les services administratifs du *Registrar General Department*. En juin 2015, la Commission nationale des droits de l'Homme, répondant à sa première demande, a proposé un certificat reconnaissant légalement son identité de genre et l'application du changement d'état civil à l'ensemble des documents officiels la concernant, une modification devant être acceptée par toutes les autorités administratives⁸².

A Sri Lanka, les unions civiles et religieuses sont prononcées en vertu des lois sur la famille, selon l'appartenance religieuse des conjoints : *Marriage Registration Ordinance*, *Kandyan Marriage and Divorce Act*, ou *Muslim Marriage and Divorce Act*. Ces dispositions législatives se référant aux unions entre deux personnes de sexes opposés ne peuvent donc être invoquées par les personnes LGBT pour se prévaloir des protections accordées en vertu du droit familial⁸³. Si la loi de 2005 sur la prévention de la violence domestique⁸⁴ cible désormais les violences commises entre partenaires cohabitant sous le même toit, les lois prohibant les rapports sexuels « contre nature » (Section 365A) et relatives à « l'usurpation d'identité » (Section 399) dissuadent les membres de la communauté LGBTI de déposer plainte en cas d'agression sexuelle ou de maltraitance en vertu de la loi sur la prévention de la violence domestique par peur de subir des représailles directes des services de police⁸⁵.

Le mécanisme de réclamation *Fundamental Rights Application* a ainsi permis d'instruire de nombreux cas de violations des droits fondamentaux devant la Cour Suprême. Toutefois, ces voies de recours n'ont été que rarement employées sur la base de discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre⁸⁶.

Interrogé en octobre 2014 par le Comité des droits de l'homme des Nations unies sur son incapacité à protéger les personnes LGBT, le gouvernement sri-lankais a défendu la

⁷⁸ ILGA, *State Sponsored Homophobia : A World Survey of Laws Criminalising Same-Sex Sexual Acts between Consenting Adults*, 2011.

⁷⁹ FLAMER-CALDERA Rosanna 13/12/2011 dans CISR, *op. cit.*

⁸⁰ WSG, 2011, *op. cit.*; US Department of State, 2011, *op. cit.*

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Colombo Gazette*, « A push to decriminalize homosexuality », 05/09/2016.

⁸³ *Daily News*, art. cit.

⁸⁴ Parliament of the Socialist Republic of Sri Lanka, *Prevention of Domestic Violence Act*, n°34, 2005.

⁸⁵ IGLHRC, Shadow Report, 2014 ; WSG, 2014, *op. cit.*, p.21.

⁸⁶ *Ibid.*

pertinence des normes constitutionnelles sri-lankaises relatives à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard des personnes LGBT. Dans une réponse écrite adressée au CDH, il déclarait :

« L'article 12 de la Constitution sri-lankaise reconnaît le principe de non-discrimination en vertu de la race, la religion, la langue, la caste, le sexe, l'opinion politique, le lieu de naissance comme l'un des droits fondamentaux. Cette mesure protège les personnes de la stigmatisation et de la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et les identités de genre⁸⁷ ».

Toutefois, l'absence de référence explicite à l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans la Constitution sri-lankaise affecte considérablement les minorités sexuelles et de genre à Sri Lanka⁸⁸.

L'ambivalence de la législation sri-lankaise s'illustre notamment par la déclaration de l'adjoint du procureur général de Sri Lanka, Bimba Jayasinghe Thilakeratne, qui a déclaré « inconstitutionnelle » toute loi contraire aux principes de non-discrimination inscrit à l'article 12 de la Constitution sri-lankaise. Elle a cependant spécifié : « Les sections 365 et 365A [du code pénal sri-lankais] ne visent aucun groupe à titre spécifique, mais sont inscrites à titre de protection de la moralité publique⁸⁹ ».

⁸⁷ *OutRight*, art. cit.

⁸⁸ WSG, 2014, *op. cit.*, p.33.

⁸⁹ Trad. DIDR [anglais] de: « Sections 365 and 365A [of Sri Lanka's Penal Code] do not target any particular group but are there to protect public morality ».

Bibliographie

(sites web consultés en août 2016)

Organisations internationales

UNHCR, *UNHCR Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Sri-Lanka*, HCR/EG/LKA/1204, p. 35, A.8, 21/12/2012, http://unhcr.org.ua/attachments/article/349/LKA_EG_Dec%202012.pdf

Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), *Annual Report, 2011-2012*, <http://www.humanrightsinitiative.org/publications/areport/2012/CHRIAnnualReport2011-12.pdf>

Conseil des Droits de l'Homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Summary prepared by the Office of the High Commissioner for Human Rights, in Accordance with paragraph 15, C, of the Annex to Human Rights Council Resolution 5/1 : Sri Lanka (A/HRC/8/46)*, 05/06/2008, http://www.univie.ac.at/bimtor/dateien/srilanka_upr_2008_wgreport.pdf

Sri Lanka, INGASS Report Sri Lanka (2008/2009) United Nations General Assembly Special Session on HIV/AIDS Country Progress Report, 2008-2009, http://data.unaids.org/pub/Report/2010/srilanka_2010_country_progress_report_en.pdf

Institutions nationales

Commission de l'Immigration et du Statut de Réfugié du Canada (CISR), *Information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles, y compris les lois, la protection offerte par l'Etat et les services de soutien*, 13/01/2012, http://www.ecoi.net/local_link/210719/320709_en.html

UK Home Office, *Country Information and Guidance. Sri Lanka: Sexual Orientation and Gender Identity*, 09/2015, <http://www.refworld.org/publisher,UKHO,,LKA,55fa93644,0.html>

US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 2015: Sri Lanka. Section 6 – Acts of Violence, Discrimination, and Other Abuses Based on Sexual orientation and Gender Identity*, 27/02/2015, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>

US Department of State, *Sri Lanka: Country Reports on Human Rights Practices for 2011*, 24/05/2012, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2011/sca/186475.htm>

The Council for Global Equality, *Sexual orientation and Gender Identity References 2011*, US State Department, Human Rights Reports for 2011, 24/05/2012, <http://globalequality.org/storage/documents/pdf/2011-hr-report-sogi-references.pdf>

Articles scientifiques

NICHOLS A., « Dance, Ponnaya Dance ! », Police Abuses Against Transgender Sex Workers in Sri Lanka », *Feminist Criminology* April 2010, Volume 5, No.2, 04/2010, <http://grassrooted.net/wp-content/uploads/2010/08/Nichols-Dance-Ponnaya-Dance.pdf>

PULLAT Urmilla, *Transgendered in Sri Lanka: Gender Identity and the Law in Sri Lanka and India*, University of Oxford, grassrooted Trust and DAST, 12/2012, http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2425503

SAMARAWEERA H.U.S., *Unseen Lives – Making Transgender Identities Visible: Dominant Social Perceptions of the Transgender Community in Urban Sri Lanka*, Department of Sociology, University of Colombo, 2015, <http://archive.cmb.ac.lk/research/bitstream/70130/4307/1/23%20Page.pdf>

SAMARAWEERA H.U.S., *Attitudes Towards Lesbianism in Sri Lankan Context. Abstract*, Department of Sociology, University of Colombo, Sri Lanka, 2012, <http://www.jfn.ac.lk/juice2012/papers/TrackI/JUICE12-TrackI-pg247.pdf>

COC Nederland and Vrije Universiteit Amsterdam, *Fleeing Homophobia, Asylum Claims Related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe*, 09/2011, <http://www.refworld.org/docid/4ebba7852.html>

ONG

CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, *State Sponsored Homophobia : A World Survey of Laws Criminalising Same-Sex Sexual Acts between Consenting Adults*, International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), 05/2015, http://old.ilga.org/Statehomophobia/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2015.pdf

International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC), *Violence Against Lesbians, Bisexual Women and Transgender Persons in Sri Lanka: A Shadow Report*, 2014, <http://www.refworld.org/publisher,IGLHRC,,,547713654,0.html>

OutRight, « Sri Lanka Government Says LGBT Rights are Constitutionally Protected », 20/10/2014, <https://www.outrightinternational.org/content/sri-lanka-government-says-lgbt-rights-are-constitutionally-protected>

Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, *Human Rights Violations Against Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) People in Sri Lanka : A Shadow Report*, submitted for consideration at the 110th session of the Human Rights Committee, Genève, 03/2014, http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/LKA/INT_CCPR_ICO_LKA_15986_E.pdf

VALENZA Alessia, *Sex Reassignment Support System Sri Lanka*, ILGA, 12/09/2013, <http://ilga.org/sexual-reassignment-support-system-sri-lanka/>

Women's Support Group (WSG), *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka: Not Gonna take it Lying Down*, 05/06/2014, https://www.outrightinternational.org/sites/default/files/LBT_ForUpload0614.pdf

WSG, *The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka*, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, 01/2011,
http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/ngos/WSG_SriLanka48.pdf

Site web d'Equal Ground: <http://www.equal-ground.org/about>

Médias

Colombo Gazette, « A push to decriminalize homosexuality », 05/09/2016,
<http://colombogazette.com/2016/09/05/a-push-to-decriminalize-homosexuality/>

SARWAR Beena, « Queer life undercover in South Asia », *The Boston Globe*, 31/07/2016,
<https://www.bostonglobe.com/ideas/2016/07/30/queer-life-undercover-south-asia/vhXRANWKEMa0TJKBdPnoYM/story.html>

WEERAWARDHANA Chaminda, "LGBT Rights in Sri Lanka : Under a Neo-Colonial Shadow ?", *Colombo Telegraph*, 26/06/2016,
<https://www.colombotelegraph.com/index.php/lgbt-rights-in-sri-lanka-under-a-neo-colonial-shadow/>

Daily News, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016,
<http://www.dailynews.lk/?q=2016/02/08/local/status-lgbtiq-persons-within-sri-lanka%E2%80%99s-legal-framework>

KARUNANAYAKE Dinidu, "Sri Lanka Homophobia and Our Silence", *Colombo Telegraph*, 09/01/2016,
<https://www.colombotelegraph.com/index.php/sri-lankas-homophobia-our-silence/>

Gay Times, "Coming out is never easy. But in Sri Lanka and much of surrounding South Asia it's dangerous", 31/12/2015,
<http://www.gaytimes.co.uk/life/21742/coming-out-is-never-easy-but-in-sri-lanka-and-much-of-surrounding-south-asia-its-dangerous/>

VASHIST Indu, "Flying with One Wing: LGBT Rights in Sri Lanka", *2Bmagazine*, 21/09/2011,
<http://www.2bmag.com/flying-with-one-wing-lgbt-rights-in-sri-lanka/>

Textes législatifs

Sri Lanka, *Constitution of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka*, revised edition 2015,
<https://www.parliament.lk/files/pdf/constitution.pdf>

Sri Lanka, *Penal Code*, 1885,
http://hrlibrary.umn.edu/research/srilanka/statutes/Penal_Code.pdf

Sri Lanka, *Prevention of Domestic Violence Act n°34*, Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, 2005,
http://www.childprotection.gov.lk/Child_Related_ACTs/Prevention%20of%20Domestic%20Violence%20Act,%20No.%2034%20of%202005.pdf

Blogs

Gender and Globalisation, "Transgender and Sex Workers, Rethinking the Slave Rhetoric", 05/12/2013, <https://umdgenderandglobalization.wordpress.com/2013/12/05/transgender-sex-workers-rethinking-the-sex-slave-rhetoric/>

THERO Bellanvila Sudatha, DUNNE Cecil J., « Homosexuality, Buddhism and Sri Lankan Society", *Groundviews*, 28/08/2007, <http://groundviews.org/2007/08/28/homosexuality-buddhism-and-sri-lankan-society/>